

Résolution présentée par la délégation de l’Ethiopie

Thème	Agenda 2030 pour le développement durable
Concerne	Demande d’unification des marchés de quotas d’émissions de CO ₂
L’Assemblée Générale,	
Observant	qu’afin de se plier aux accords visant à diminuer le taux d’émission de CO ₂ , une multitude de marchés régissant chacun dans différentes régions du monde ont vu le jour et que ces derniers ont chacun instauré un système différent, mais dont le principe de base est de distribuer à chacun de ses pays des quotas d’émissions de CO ₂ , que ces derniers ont la possibilité de s’échanger,
Consciente	que les méthodes mises en place par certains de ces marchés ne permettent pas une diminution des émissions de CO ₂ suffisante,
Remarquant	que les recettes et les commissions fournies par les ventes de quotas ne sont pas toutes investies par les pays et les marchés dans le développement durable,
Constatant	que les deux tiers des Africains n’ont pas accès à l’électricité et qu’une Afrique prospère aura besoin d’un approvisionnement en énergie similaire à celui de l’Europe en 2050,
Soulignant	que cet approvisionnement énergétique devra avoir une empreinte carbone quasiment nulle, dû au fait qu’une nouvelle source d’émission de CO ₂ similaire à celle de l’Europe rendrait impossible la réalisation des objectifs fixés par l’accord de Paris,
Convaincue	qu’un seul marché permettrait la mise en place de méthodes efficaces afin de diminuer les émissions de CO ₂ et de garantir un développement de l’Afrique avec une empreinte carbone quasiment nulle,
Décide	<p>de créer une instance au sein de l’ONU permettant l’unification des marchés de quotas de CO₂ ;</p> <ul style="list-style-type: none">- que cette dernière distribuera à chaque pays un nombre de quotas proportionnels à son nombre d’habitants, ce qui permettra de diminuer efficacement les émissions de CO₂ ;- d’établir un accord visant à ce que cette instance touche 25% de commissions sur chaque transaction et que l’entièreté de ces commissions soient investies dans le développement durable en Afrique.

Le texte français fait foi.